



**LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS
PAR LA PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ ET DU CLIMAT**

**FIGHTING INEQUALITIES
BY PROTECTING BIODIVERSITY AND CLIMATE**

**G7 ENVIRONNEMENT
ENVIRONMENT**

**METZ 5 - 6 MAI
5 - 6 MAY 2019**

Initiatives concrètes – Document récapitulatif

6 mai 2019 - Metz

À l'occasion de la réunion des ministres de l'Environnement du G7 qui s'est tenue à Metz (France) les 5 et 6 mai, les initiatives suivantes ont été lancées, renforcées ou rejointes par plusieurs membres du G7 et des pays invités.

Inégalités et transition écologique solidaire

→ Coalition genre et environnement (« Gender responsive environmental action & training » - GREAT)

La coalition « Gender responsive environmental action & training » vise à contribuer à un développement durable, inclusif et équitable entre les femmes et les hommes pour un avenir plus juste, en réunissant des acteurs influents autour de la problématique de l'égalité entre les femmes et les hommes face aux conséquences du changement climatique et échanger au sein d'un forum de discussion privilégié entre acteurs publics et privés. Cette initiative contribuera à produire des connaissances sur le genre et la transition durable, en particulier sur le genre et la biodiversité mais également dans d'autres secteurs importants du développement durable. Enfin, la coalition aura pour intention de faire réfléchir ses partenaires à une meilleure mobilisation et attribution des fonds pour la mise en œuvre de solutions locales concrètes en faveur de l'égalité des sexes, et pour remédier aux difficultés d'accès au financement des femmes actrices de la transition.

À l'occasion de la réunion des ministres de l'Environnement du G7, l'Allemagne, le Canada, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni, l'Union européenne, l'Égypte, les Fidji, le Gabon, l'Indonésie, le Mexique, le Niger et la Norvège ont témoigné leur soutien à la déclaration d'intention de la coalition GREAT.

→ Initiative pour la prise en compte du secteur informel dans la transition vers une gestion durable des déchets

Le monde est sur une trajectoire où la production de déchets dépassera considérablement la croissance démographique de plus du double d'ici 2050. La production mondiale de déchets a doublé au cours de la dernière décennie et devrait augmenter de 69 % d'ici 2025, en particulier dans les pays émergents. Seulement 50% des déchets sont collectés en moyenne dans les villes des pays en développement, l'autre moitié étant éliminée dans des décharges à ciel ouvert, brûlés ou dispersés dans l'environnement. Dans de nombreuses villes, en particulier dans les pays en développement, le secteur informel constitue un palliatif à la gestion défectueuse des déchets, source d'emplois et de revenus de subsistance pour beaucoup. Le lancement d'une initiative visant à promouvoir une transition inclusive vers une gestion durable des déchets, tout en limitant les externalités négatives sur les populations vulnérables, et en s'efforçant d'adopter une approche sur l'économie circulaire et/ou l'efficacité des ressources, présenterait clairement une valeur ajoutée. Une telle initiative aurait pour objectif le partage d'expériences via la mise en place d'une plateforme, permettant à ses membres le partage d'expertise, notamment sur les questions financières et / ou organisationnelles (rôle des autorités locales, des ONG, des entreprises, etc.), ainsi que des meilleures pratiques en matière de politiques de prise en compte du secteur informel. Il s'agirait également d'encourager les institutions financières internationales à s'engager à prendre en compte dans leurs projets les aspects sociaux et humains des activités informelles.

L'Allemagne, le Canada, la France, les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni, l'Union européenne, ainsi que le l'Égypte, les Fidji, le Niger, la Norvège et l'Indonésie se sont engagés à lancer cette initiative pour la prise en compte du secteur informel dans la transition inclusive vers une gestion durable des déchets.

Science et mobilisation Internationale pour la biodiversité et le climat

→ Initiative « Leaders internationaux pour la Biodiversité »

La COP-15 de la CDB à Kunming, en Chine, en 2020 décidera d'un nouveau cadre mondial pour la biodiversité - une nouvelle donne pour la nature - et représentera donc une opportunité mondiale majeure pour le développement durable. Par conséquent, l'initiative « Leaders internationaux pour la biodiversité » vise à défendre et à promouvoir un résultat ambitieux lors de la COP-15, en combinant plusieurs éléments : une approche « top-down » avec un cadre mondial ambitieux et réalisable post-2020 qui facilitera les changements transformationnels nécessaires pour réaliser la vision 2050 pour la biodiversité et l'Agenda 2030 de développement durable, une approche « bottom-up » avec des engagements pris par les gouvernements en amont de la COP-15, individuellement ou en partenariat, et une approche transversale avec un « Agenda de l'Action » réunissant principalement (mais pas exclusivement) des acteurs non étatiques (organisations pertinentes, peuples autochtones et communautés locales, autorités et gouvernements locaux et infranationaux, universitaires, groupes de femmes et de jeunes, secteurs économique et financier, entreprises et organisations non gouvernementales). En signant la Déclaration politique ci-jointe, les dirigeants sont encouragés à promouvoir l'engagement des décideurs sur le chemin menant à la COP15 de la CDB et à rechercher des synergies avec les initiatives existantes.

L'Allemagne, le Canada, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni, et l'Union européenne, ainsi que les Fidji, le Mexique et la Norvège ont adhéré à la Déclaration politique des « Leaders internationaux pour la Biodiversité ».

→ Initiative sur les systèmes de climatisation et de réfrigération efficaces

La Coalition pour le Climat et l'Air pur (Climate and Clean Air Coalition, CCAC) comprend 64 pays (parmi lesquels tous les pays du G7). Cette initiative sur les systèmes de climatisation et de réfrigération efficaces, lancée au sein de cette coalition, vise à établir un leadership de haut niveau et à faciliter la collaboration entre les acteurs afin de favoriser une meilleure efficacité énergétique dans ce secteur, alors que les pays réduisent progressivement l'utilisation de hydrofluorocarbures (HFC, utilisés en tant que réfrigérants) dans le cadre du Protocole de Montréal.

Dans le contexte de la croissance rapide de la climatisation, engendrant une augmentation de la demande en énergie, cette initiative a vocation à rappeler l'importance d'améliorer l'efficacité énergétique du secteur de la climatisation et de la réfrigération.

Cette nouvelle initiative sur les systèmes de climatisation et de réfrigération efficaces a été présentée dans le cadre de la Coalition pour le Climat et l'Air pur (CCAC) à l'occasion du G7 Environnement. Elle a ainsi reçu le soutien de l'Allemagne, du Canada, de la France, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni, de l'Union Européenne, du Chili, des Fidji, du Gabon, du Mexique, du Niger, de la Norvège, et de la Banque Mondiale.

Solutions concrètes pour la biodiversité et le climat

→ GRASP - Partenariat pour la survie des grands singes

Le Partenariat pour la survie des grands singes (GRASP) a été établi aux Nations Unies en 2001 pour assurer la survie à long terme des grands singes (gorilles, chimpanzés, bonobos et orangs-outans) et de leurs habitats en Afrique et en Asie. En combinant engagements politiques, éducation et conservation dans un programme efficace, GRASP vise avant tout à relever un défi immédiat : lever la menace d'une extinction imminente à laquelle font face les grands singes. GRASP a pour objectif de tirer parti du pouvoir de mobilisation, de l'accès international et des ressources multidisciplinaires de ses partenaires pour fournir une réponse coordonnée à la perte d'habitat et au déclin de la population. Le GRASP constitue en outre un formidable outil de sensibilisation et de création d'opportunités pour favoriser la mobilisation du secteur privé, et pour la prise en compte des questions relatives à la conservation des grands singes dans les modes de production durables.

Pour contribuer à la conservation des grands singes, le Canada, l'Inde et le Japon ont décidé de soutenir les efforts de GRASP et ainsi de compléter les contributions d'autres partenaires engagés dans GRASP, parmi lesquels l'Allemagne, la France, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union Européenne, le Gabon, l'Indonésie et la Norvège, présents lors du G7 Environnement.

→ Initiative pour stopper la déforestation grâce à des chaînes d'approvisionnement agricoles durables

Les forêts sont un facteur clé pour la régulation du climat et de la biodiversité, la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition. Il est aujourd'hui plus important que jamais de mettre en place une gestion durable des forêts, une agriculture durable et d'améliorer la restauration des forêts et le reboisement. Les membres de l'initiative reconnaissent la nécessité d'améliorer la durabilité des chaînes d'approvisionnement en matières premières agricoles afin de mettre un terme à la déforestation qu'elles occasionnent. Ils réaffirment notamment leur volonté d'enrayer la perte de forêts naturelles, en soutenant l'objectif du secteur privé d'éliminer la déforestation de ses chaînes d'approvisionnement agricole et en identifiant des alternatives à la déforestation liée aux besoins en produits de base, de sorte à réduire la pauvreté, de promouvoir un développement durable et équitable, d'améliorer les pratiques de production agricole, en particulier des petits exploitants, d'augmenter significativement le taux de restauration des forêts dans le monde et de renforcer la gouvernance et la transparence dans le domaine forestier. Cette initiative encouragera et facilitera le dialogue entre les pays membres et les acteurs non-étatiques et améliorera la transparence, le suivi et la responsabilité en regard des engagements pris.

L'Allemagne, le Canada, la France, l'Italie, le Royaume-Uni, l'Union européenne, les Fidji et la Norvège, ont adhéré à l'Initiative pour stopper la déforestation grâce à des chaînes d'approvisionnement agricoles durables et adopté la déclaration afférente, ainsi que les acteurs non-étatiques suivants : Conservation International, the Sustainable Coffee Challenge, Danone, Alliance pour la préservation des forêts, Finance for tomorrow .

→ ICRI – Initiative internationale pour la protection des récifs coralliens

L'Initiative internationale pour la protection des récifs coralliens (ICRI) est un partenariat unique composé de gouvernements, d'organisations internationales, d'entités scientifiques et d'organisations non-gouvernementales dont le but est de préserver et de gérer durablement les récifs coralliens et les écosystèmes associés (mangroves et herbiers). Ses principaux objectifs sont de mobiliser les gouvernements, d'améliorer les pratiques de gestion des récifs coralliens et enfin de partager et d'échanger des connaissances sur ces écosystèmes. Elle a été créée en 1994 par la France, les États-Unis, l'Australie, le Royaume-Uni, le Japon, la Jamaïque, les Philippines et la Suède, et annoncée lors de la première conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique en 1994. Aujourd'hui, elle compte plus de 60 membres. L'initiative joue un rôle important dans le partage d'information sur les efforts internationaux pour la conservation et la gestion durable des récifs et des écosystèmes associés, offrant un forum pour un plaidoyer mondial sur les récifs coralliens, l'échange de bonnes pratiques et le renforcement des connaissances et des capacités.

À l'occasion du G7 Environnement, l'Allemagne, le Canada et l'Italie ont annoncé leur intention de rejoindre l'ICRI, et la Norvège et l'Inde ont confirmé leur réengagement, aux côtés des États-Unis, de la France, du Japon et du Royaume-Uni, ainsi que de l'Égypte, des Fidji, de l'Indonésie et du Mexique, afin de promouvoir et de contribuer aux travaux concernant le développement d'un nouvel objectif pour les récifs coralliens dans le cadre du cadre biodiversité post-2020. Ils encouragent et soutiennent également l'identification de financements innovants comme moyen de mobiliser des fonds pour la conservation des récifs coralliens.

→ Engagements du secteur privé dans le prolongement du « Défi du G7 pour l'innovation dans la lutte contre les déchets plastiques en mer »

Lancé par les ministres de l'environnement du G7 à Halifax en 2018, le « Défi du G7 pour l'innovation dans la lutte contre les déchets plastiques en mer » vise à encourager le développement de solutions technologiques ou sociales innovantes pour une gestion plus durable des plastiques tout au long de leur cycle de vie, afin d'accroître l'efficacité des ressources et de réduire la pollution plastique marine.

À l'occasion du G7 l'Environnement, les membres du G7 représentant près de 40% de la consommation mondiale de plastique, les pays invités hors-G7 et 13 acteurs non étatiques clés, dont des entreprises représentant tous les maillons de la chaîne de valeur du plastique, ont présenté leurs engagements et initiatives emblématiques visant à réduire les déchets plastiques en mer, notamment :

- des engagements sur la conception des produits, la prévention des déchets, la gestion des déchets respectueuse de l'environnement, y compris le recyclage et l'élimination de l'utilisation des plastiques inutiles ;**
- des technologies innovantes, parmi lesquelles le recyclage chimique à grande échelle et le surcyclage (« upcycling »), et des matériaux novateurs pour réduire la consommation d'énergies fossiles ;**
- des campagnes nationales de sensibilisation ;**
- la construction d'infrastructures de collecte et de recyclage à grande échelle.**

La compilation des contributions au défi du G7 pour l'innovation dans la lutte contre les déchets plastiques en mer sera publiée.

Financement de la préservation de la biodiversité

→ **Action sur la résilience face aux risques océaniques (Ocean risk and resilience action alliance - ORRAA)**

Chaque année, environ 10 millions de personnes sont confrontées aux inondations sur les côtes dues aux tempêtes et aux cyclones. Les projections concernant le niveau de la mer et la densité de population indiquent que 50 millions de personnes seront exposées à un risque d'ici 2080. En réponse à cette situation, l'Alliance sur les risques et la résilience océanique (ORRAA) vise à lancer des investissements novateurs visant à régénérer le capital naturel côtier et à renforcer la résilience dans les zones côtières des régions et communautés les plus exposées et les plus vulnérables. À cette fin, ORRAA encouragera la coopération multisectorielle entre les gouvernements, les institutions financières, le secteur des assurances, les organisations de protection de la nature et d'autres parties prenantes afin de promouvoir l'investissement privé dans la résilience. ORRAA se concentrera sur trois domaines clés : l'accélération de la recherche, de l'analyse et de la modélisation des données, qui seront exploitées pour mieux comprendre et identifier les solutions ; l'identification et la promotion de solutions d'assurance et de financement visant à renforcer la résilience et à réduire les manques de protection, et enfin mieux documenter et faire progresser la résilience océanique, la gouvernance et la compréhension du public. Cette initiative a été proposée au G7 par le Canada, et a été présentée par AXA XL et Ocean Unite.

L'ensemble des membres du G7 ont rejoint l'ORRAA, le Canada en tant que membre, et les autres pays en tant qu'observateurs. Les Fidji, l'Inde, le Mexique et la Norvège l'ont également rejointe en tant qu'observateurs.